

E3C, FORMULE RISQUÉE



Dominique Delpeux

Connaissez-vous les E3C ? Cela sonne comme le nom d'un service d'espionnage ou la formule d'un nouvel enzyme glouton, mais rien à voir. Il s'agit des Épreuves communes de contrôle continu, un avant-gout de la nouvelle mouture du bac. Et ces E3C, avant même d'être très connues, ont quelques chances de finir dans la boîte des sigles mal aimés, genre « CIP ». Car hier, ce sont bien les E3C qui ont été au centre d'une nouvelle crispation spectaculaire autour de ce pauvre bachelot.

Certes, le mouvement de grogne et de rejet n'a donné lieu à de l'agitation que dans un établissement sur dix. Dimanche soir, Jean-Michel Blanquer, sans doute adepte de la méthode Coué déclarait : « Cela va se passer très bien dans l'immense majorité des cas. » Si les statistiques semblaient hier soir lui donner raison, c'est un calme en trompe l'œil qui a régné hier sur les E3C. Car si la plupart des épreuves se sont déroulées sans incident, le fait que certaines aient été gravement perturbées montre bien que le malaise est réel sur ce sujet au sein du « mammouth ». Et ce n'est pas ce qui s'est passé hier qui va arranger les choses.

Le mouvement d'hier a, au final, offert un miroir déformant à cette réforme. Car le résultat de ces perturbations va être une réelle négativité, cette fois entre les élèves qui ont pu passer les épreuves et ceux qui n'ont pas pu, ou qui se sont retrouvés à plancher dans des conditions acrobatiques. Les choses vont se compliquer pour tout le monde, et fatalement, la frustration aura monté d'un cran, chez les enseignants, chez les élèves, chez les parents, au ministère. Et au bout du compte, une question qui va se poser : ces E3C auront-elles une légitimité ? Pourront-elles réellement entrer dans la note finale du bac ? Ne riment-elles pas d'ores et déjà avec pagaille et surtout injustice ? Entre un gouvernement qui déroule sa réforme avec rigidité et surdité, et des profs qui en viennent à bloquer des lycées, quel drôle de message, quel étrange exemple vont recevoir ces adolescents pris entre deux feux, à qui on rajoute le stress du bac au stress... de ne pas pouvoir passer le bac !

On espérerait, sans trop y croire, que syndicats et ministère puissent au plus vite s'asseoir autour d'une table et raccommoder la vaisselle cassée, de toute urgence. Difficile d'être optimiste, dans un climat social et politique qui a rarement été aussi tendu. L'année 2020 de M. Blanquer est loin de commencer par un 20 sur 20. L'E3C en tout cas, ne paraît pas être la formule miracle.

LA DÉPÊCHE LE MEILLEUR DE L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

Découvrez notre offre
— 100% numérique —

- ▶ Le journal dès 5h du matin sur web et mobile
- ▶ L'accès en illimité à tous les contenus de ladepeche.fr



Retrouvez nos offres d'abonnement sur ladepeche.fr
Pour toute information, contactez nous par tél. 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé, coût d'un appel local) ou par mail à depecheabos@ladepeche.fr

Les premiers ratés du nouveau bac

Depuis hier matin, les épreuves du nouveau bac sont perturbées. Lycées bloqués, manifestations des élèves, refus des enseignants de corriger les copies... La nouvelle formule de l'examen voulue par Jean-Michel Blanquer est l'objet de vives tensions partout en France, dont l'Occitanie.

Coup d'envoi, hier, de la nouvelle formule du baccalauréat voulue par Jean-Michel Blanquer. Ce bac revu et corrigé cause déjà bien des remous. De nombreux élèves de Première passent depuis hier matin les premières nouvelles épreuves de contrôle continu comptant pour la note finale. Mais les épreuves sont perturbées par les enseignants, parfois les élèves eux-mêmes. En tout, 380 lycées (sur 4 000) organisaient hier leur toute première session. Le ministère a comptabilisé « 5 établissements bloqués » où les épreuves ont dû être reportées et « 24 actions de mobilisation ». Le recteur de l'académie de Toulouse Benoît Delanuy prévient les enseignants que si certains d'entre eux empêchaient la tenue des épreuves ils s'exposeraient au moins à des sanctions disciplinaires. Ces premières épreuves communes de contrôle continu (« E3C ») dans le jargon, doivent s'étaler sur un mois et demi en fonction des lycées. Elles portent sur l'histoire-géographie, les langues vivantes ainsi que sur les mathématiques pour les élèves de la voie technologique. Grandes innovations du nouveau bac, ces épreuves réparties en trois sessions sur les années de Première et Terminale comptent pour 30 % de la note finale. Chaque épreuve de la première série représente 1,7 % de cette note. Plus courtes que les autres épreuves du bac, elles se déroulent qu'une à deux heures en moyenne, elles ressemblent à celles que les élèves passent à

La protestation contre cette nouvelle formule s'est enflammée au retour des vacances de Noël. Douze syndicats, soit presque la totalité des organisations, ont demandé au ministre de renoncer à ces épreuves. « Nous ne pouvons décemment pas faire passer ces épreuves aux élèves dans ces conditions, ils ne sont pas suffisamment préparés, on les envoie au casse-pipe », regrette Renaud, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée de Seine-et-Marne. D'autant que certains élèves auraient été favorisés grâce à l'aide en amont de leur professeur. Car, selon Claire Lienhardt, la doyenne des inspecteurs académiques, rien n'empêche les enseignants de donner un coup de pouce à leurs élèves en leur indiquant les sujets à réviser. Des professeurs s'inquiètent aussi que les sujets fuitent à la sortie des épreuves sur les réseaux sociaux. Et comme tous les lycéens de France ne passent pas les mêmes épreuves à la même heure ni le même jour, les conséquences pourraient être énormes. Enfin, enseignants et parents d'élèves dénoncent une inégalité entre les établissements qui ne présenteront pas les mêmes sujets.

Face aux menaces, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant, estimant que ces actions étaient le fait d'une « petite minorité ».

« Au casse-pipe » La protestation contre cette nouvelle formule s'est enflammée au retour des vacances de Noël. Douze syndicats, soit presque la totalité des organisations, ont demandé au ministre de renoncer à ces épreuves. « Nous ne pouvons décemment pas faire passer ces épreuves aux élèves dans ces conditions, ils ne sont pas suffisamment préparés, on les envoie au casse-pipe », regrette Renaud, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée de Seine-et-Marne. D'autant que certains élèves auraient été favorisés grâce à l'aide en amont de leur professeur. Car, selon Claire Lienhardt, la doyenne des inspecteurs académiques, rien n'empêche les enseignants de donner un coup de pouce à leurs élèves en leur indiquant les sujets à réviser. Des professeurs s'inquiètent aussi que les sujets fuitent à la sortie des épreuves sur les réseaux sociaux. Et comme tous les lycéens de France ne passent pas les mêmes épreuves à la même heure ni le même jour, les conséquences pourraient être énormes. Enfin, enseignants et parents d'élèves dénoncent une inégalité entre les établissements qui ne présenteront pas les mêmes sujets.

Face aux menaces, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant, estimant que ces actions étaient le fait d'une « petite minorité ».

ZOOM VRAI/FAUX SUR LA RÉFORME DU BACCALAURÉAT

C'est la fin des filières par spécialité L, ES et S.

▶ **Vrai.** Souvent critiqué pour créer une hiérarchie artificielle entre les séries, le choix des filières a été remplacé par un choix de trois matières en première et deux en terminale.

Chaque élève a donc un tronc commun constitué de la philo, du français, de l'histoire-géo, de l'enseignement moral et civique, de deux langues vivantes, du sport, et d'une nouvelle discipline baptisée humanités scientifiques et numériques. Pour les mathématiques, les sciences sociales, la SVT, la physique chimie et toutes les autres matières moins généralistes, elles seront au choix.

La classe de terminale va être rebaptisée « classe de la maturité ».

▶ **Faux.** C'était l'une des voions de Jean-Michel Blanquer lors de l'annonce de la réforme en 2018. Cette appellation est d'ailleurs utilisée dans plu-



Les séries technologiques sont maintenues. /Photo DDM

l'Italie, la Suisse et une dizaine d'autres. Ce changement de nom avait provoqué un tollé notamment chez les lycéens qui considéraient que cela renvoyait « à une forme de mépris » indiquent un syndicat étudiant. La mesure a donc tout simplement été abandonnée.

l'évaluation pour l'attribution du bac a changé.

▶ **Vrai.** L'intégralité de la nota-

100 numéros*
pour seulement
74,99€



BON DE COMMANDE ABONNEMENT

□ **OUI**, je profite de l'abonnement **100 numéros** de La Dépêche du Midi **papier + numérique**, livrés à domicile, du lundi au samedi à **74,99€** au lieu de 120€*

Nom : Prénom :

N° : Rue :

Code Postal : Ville :

Tél. fixe : Mobile :

E-mail :

Indispensable pour profiter de tous les avantages du Club Abonnés

Par courrier

Coupez à compléter et à renvoyer avec votre règlement par chèque à l'ordre de La Dépêche du Midi

à : La Dépêche du Midi
Club Abonnés - Ligne réponse 58239
31089 TOULOUSE Cedex 9

Par téléphone

Paiement carte bancaire

Tél. : 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé)

Du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 14h

*Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 30/09/2020 et réservée aux abonnés sans option. L'abonnement est renouvelé automatiquement à l'expiration de la période d'essai. Les tarifs indiqués sont des tarifs de référence. Les tarifs réels peuvent varier en fonction de la zone géographique. Les tarifs indiqués sont des tarifs de référence. Les tarifs réels peuvent varier en fonction de la zone géographique. Les tarifs indiqués sont des tarifs de référence. Les tarifs réels peuvent varier en fonction de la zone géographique.



Dominique Delpeyroux

E3C, FORMULE RISQUÉE

Connaissez-vous les E3C ? Cela sonne comme le nom d'un service d'espionnage ou la formule d'un nouvel enzyme gluton, mais rien à voir. Il s'agit des Épreuves communes de contrôle continu, un avant-goût de la nouvelle mouture du bac. Et ces E3C, avant même d'être très connues, ont quelques chances de finir dans la boîte des sigles mal aimés, genre « CIP ». Car hier, ce sont bien les E3C qui ont été au centre d'une nouvelle crispation spectaculaire autour de ce pauvre bachot.

Certes, le mouvement de grogne et de rejet n'a donné lieu à de l'agitation que dans un établissement sur dix. Dimanche soir, Jean-Michel Blanquer, sans doute adepte de la méthode Coué déclarait : « Cela va se passer très bien dans l'immense majorité des cas. » Si les statistiques semblaient hier soir lui donner raison, c'est un calme en trompe l'œil qui a régné hier sur les E3C. Car si la plupart des épreuves se sont déroulées sans incident, le fait que certaines aient été gravement perturbées montre bien que le malaise est réel sur ce sujet au sein du « mammouth ». Et ce n'est pas ce qui s'est passé hier qui va arranger les choses.

Le mouvement d'hier a, au final, offert un miroir déformant à cette réforme. Car le résultat de ces perturbations va être une réelle inégalité, cette fois entre les élèves qui ont pu passer les épreuves et ceux qui n'ont pas pu, ou qui se sont retrouvés à plancher dans des conditions acrobatiques. Les choses vont se compliquer pour tout le monde, et fatalement, la frustration aura monté d'un cran, chez les enseignants, chez les élèves, chez les parents, au ministère. Et au bout du compte, une question qui va se poser : ces E3C auront-elles une légitimité ? Pourront-elles réellement entrer dans la note finale du bac ? Ne riment-elles pas d'ores et déjà avec pagaille et surtout injustice ? Entre un gouvernement qui déroule sa réforme avec rigidité et surdité, et des profs qui en viennent à bloquer des lycéens, quel drôle de message, quel étrange exemple vont recevoir ces adolescents pris entre deux feux, à qui on rajoute le stress du bac au stress... de ne pas pouvoir passer le bac !

On espérerait, sans trop y croire, que syndicats et ministère puissent au plus vite s'asseoir autour d'une table et raccommoder la vaisselle cassée, de toute urgence. Difficile d'être optimiste, dans un climat social et politique qui a rarement été aussi tendu. L'année 2020 de M. Blanquer est loin de commencer par un 20 sur 20. L'E3C en tout cas, ne paraît pas être la formule miracle.

LA DÉPÊCHE LE MEILLEUR DE L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

Découvrez notre offre — 100% numérique —

- ▶ Le journal dès 5h du matin sur web et mobile
- ▶ L'accès en illimité à tous les contenus de ladepeche.fr



Retrouvez nos offres d'abonnement sur ladepeche.fr
 Pour toute information, contactez nous par tél. 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé, coût d'un appel local) ou par mail à depecheabos@ladepeche.fr

LA DÉPÊCHE SOYEZ AU COEUR DES ÉLECTIONS

100 numéros* pour seulement **74,99€**

BON DE COMMANDE ABONNEMENT

100 numéros de La Dépêche du Midi papier + numérique, livrés à domicile, du lundi au samedi à 74,99€ au lieu de 120€*

2020 municipales

Nom : Prénom :

N° : Rue :

Code Postal : Ville :

Tél. fixe : Mobile :

E-mail :

Indispensable pour profiter de tous les avantages du Club Abonnés

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2020 et destinée aux abonnés habituels. Toute demande de remboursement sera refusée. Les modalités de règlement de vos commandes, ainsi que les droits dont vous disposez (accès, résiliation, opposition, portabilité), sont des données à caractère personnel. Elles sont disponibles sur www.ladepeche.fr ou en contactant le service client au 09 70 80 80 81. *Offre limitée à 100 numéros.

Par courrier : Coupon à compléter et à renvoyer avec votre règlement par chèque à l'ordre de La Dépêche du Midi à : La Dépêche du Midi Club Abonnés - Libre réponse 66293 31089 TOULOUSE Cedex 9

Par téléphone : Paiement carte bancaire Tél. : 09 70 80 80 81 (appel non surtaxé) Du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 14h

Les premiers ratés du nouveau bac

l'essentiel ▶ Depuis hier matin, les épreuves du nouveau bac sont perturbées. Lycéens bloqués, manifestations des élèves, refus des enseignants de corriger les copies... La nouvelle formule de l'examen voulue par Jean-Michel Blanquer est l'objet de vives tensions partout en France, dont l'Occitanie.

Coup d'envoi, hier, de la nouvelle formule du baccalauréat voulue par Jean-Michel Blanquer. Ce bac revu et corrigé cause déjà bien des remous. De nombreux élèves de Première passent depuis hier matin les premières nouvelles épreuves de contrôle continu comptant pour la note finale. Mais les épreuves sont perturbées par les enseignants, parfois les élèves eux-mêmes. En tout, 380 lycées (sur 4 000) organisaient hier leur toute première session. Le ministère a comptabilisé « 5 établissements bloqués » où les épreuves ont dû être reportées et « 24 actions de mobilisation ». Le recteur de l'académie de Toulouse Benoît Delanuy prévient les enseignants que si certains d'entre eux empêchaient la tenue des épreuves ils s'exposeraient au moins à des sanctions disciplinaires. Ces premières épreuves communes de contrôle continu (« E3C ») dans le jargon, doivent s'étaler sur un mois et demi en fonction des lycées. Elles portent sur l'histoire-géographie, les langues vivantes ainsi que sur les mathématiques pour les élèves de la voie technologique. Grandes innovations du nouveau bac, ces épreuves réparties en trois sessions sur les années de Première et Terminale comptent pour 30 % de la note finale. Chaque épreuve de la première série représente 1,7 % de cette note. Plus courtes que les autres épreuves du bac, elles ne durent qu'une à deux heures en moyenne, elles ressemblent à celles que les élèves passent à

La protestation contre cette nouvelle formule s'est enflammée au retour des vacances de Noël.

la fin de la classe de terminale. La différence c'est que les sujets ne sont plus choisis par les rectorats mais par les établissements eux-mêmes qui doivent piocher dans une banque de sujets nationale. Cette liste compte une cinquantaine de sujets pour chaque matière. Les copies doivent être numérisées puis distribuées de façon aléatoire pour la correction. Le système étant prévu pour que le lycéen ne soit pas corrigé par son propre enseignant.

« Au casse-pipe » La protestation contre cette nouvelle formule s'est enflammée au retour des vacances de Noël. Douze syndicats, soit presque la totalité des organisations, ont demandé au ministre de renoncer à ces épreuves. « Nous ne pouvons décemment pas faire passer ces épreuves aux élèves dans ces conditions, ils ne sont pas suffisamment préparés, on les envoie au casse-pipe », regrette Renaud, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée de Seine-et-Marne. D'autant que certains élèves auraient été favorisés grâce à l'aide en amont de leur professeur. Car, selon Claire Lienhardt, la doyenne des inspecteurs académiques, rien n'empêche les enseignants de donner un coup de pouce à leurs élèves en leur indiquant les sujets à réviser. Des professeurs s'inquiètent aussi que les sujets fuitent à la sortie des épreuves sur les réseaux sociaux. Et comme tous les lycéens de France ne passent pas les mêmes épreuves à la même heure ni le même jour, les conséquences pourraient être énormes. Enfin, enseignants et parents d'élèves dénoncent une ingérence entre les établissements qui ne présenteront pas les mêmes sujets.

Face aux menaces, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant, estimant que ces actions étaient le fait d'une « petite minorité ».

ZOOM VRAI/FAUX SUR LA RÉFORME DU BACCALAURÉAT

C'est la fin des filières par spécialité L, ES et S.

▶ **Vrai.** Souvent critiqué pour créer une hiérarchie artificielle entre les séries, le choix des filières a été remplacé par un choix de trois matières en première et deux en terminale.

Chaque élève a donc un tronc commun constitué de la philo, du français, de l'histoire-géo, de l'enseignement moral et civique, de deux langues vivantes, du sport, et d'une nouvelle discipline baptisée humanités scientifiques et numériques. Pour les mathématiques, les sciences sociales, la SVT, la physique chimie et toutes les autres matières moins généralistes, elles seront au choix.

La classe de terminale va être rebaptisée « classe de la maturité ».

▶ **Faux.** C'était l'une des volontés de Jean-Michel Blanquer lors de l'annonce de la réforme en 2018. Cette appellation est d'ailleurs utilisée dans plu-



Les séries technologiques sont maintenues. /Photo DDM

l'Italie, la Suisse et une dizaine d'autres. Ce changement de nom avait provoqué un tollé notamment chez les lycéens qui considéraient que cela renvoyait « à une forme de mépris » indique un syndicat étudiant. La mesure a donc tout simplement été abandonnée.

L'évaluation pour l'attribution du bac a changé.

▶ **Vrai.** L'intégralité de la notation des dernières années de lycéens va maintenant servir de base pour 10 % de la note. Les examens finaux en terminale sont désormais quatre épreu-

LA NOUVELLE FORMULE DE L'EXAMEN NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ

La mise en œuvre de la nouvelle formule du baccalauréat fait grincer des dents parents d'élèves comme enseignants. Les nouvelles épreuves, appelées « E3C » ont débuté, hier, pour les élèves de première en filière générale ou technologique. Ces épreuves communes de contrôle continu concernent l'histoire-géographie, les langues vivantes pour la filière générale, et les mathématiques pour la voie technologique. Issues de la réforme du baccalauréat, ces nouveaux

examens durent entre une heure et demie et deux heures, selon les disciplines. Ils doivent s'étaler sur un mois et demi en fonction des lycées. C'est d'ailleurs un des points de blocage. L'organisation de ce contrôle continu se fait en fonction de chaque chef d'établissement. Cette « inégalité » de traitement des élèves est pointée du doigt par les syndicats. Reste que pour tenter de favoriser l'égalité entre les candidats et les établissements scolaires, les professeurs

doivent piocher dans une « banque nationale numérique de sujets ». Les copies, anonymes, sont corrigées par d'autres professeurs que ceux de l'élève. Pour ce « nouveau » baccalauréat, les notes obtenues durant les années de première et de terminale comptent à hauteur de 10 % dans la note finale. Les épreuves de contrôle continu représentent, elles, 30 % du résultat définitif. Ce qui interroge d'ailleurs la FCPE. « Quel est le concept d'un contrôle continu lors-

que les notes sont révélées plusieurs mois après ? Comment corriger son niveau si on ne sait pas où en est l'élève ? », questionne Muriel Paletoiu. Les syndicats dont l'UNSA dénoncent une réforme du bac « mal préparée ». Pourtant Benoît Delaunay, recteur de l'académie de Toulouse se veut rassurant : « en dehors du lycée Antoine Bourdelle à Montauban, cette première journée s'est très bien déroulée dans notre académie ».

Mise en œuvre déplorable »

CYRIL LEPOINT (UNSA ENSEIGNANTS) ET MURIEL PALETOIU (PARENTS D'ÉLÈVES FCPE)



Des enseignants ont émis des propositions de banque numérique, qui comportaient des erreurs »

« Nous sommes d'accord sur le fond mais nous dénonçons la forme », affirme-t-il, en total accord, le syndicat UNSA des enseignants par la voix de Cyril Lepoint et Muriel Paletoiu, présidente de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). Associations et syndicats pointent du doigt « une réforme précipitée, qui aurait pu être reportée sans trop de conséquences ». Muriel Paletoiu insiste sur le fait qu'il « existe une inégalité par rapport aux modalités d'examen. Chaque établissement s'organise comme il peut, certains élèves de première vont passer l'examen dans une classe de 36, d'autres dans une de 24. Ce ne sont pas les mêmes conditions ». Autre problématique : les sujets. « Des enseignants ont remontré le fait que certains d'entre eux comportaient des erreurs », explique Muriel Paletoiu. « Ils sont parfois totalement inadaptés au niveau des élèves », ajoute Cyril Lepoint, secrétaire académique au syndicat UNSA. Il faut ajouter à cela « des notes rendues en mars pour des épreuves passées fin janvier, on se demande ce que signifie réellement le concept du contrôle continu », souligne la secrétaire générale de la FCPE. « En résumé, nous considérons qu'une égalité de traitement est nécessaire concernant le baccalauréat et selon nous, c'est mis à mal lors de ces épreuves, relève Cyril Lepoint. Dans certains établissements, les épreuves se déroulent la même journée dans d'autres c'est toute la semaine, il n'y a pas d'égalité entre les élèves et donc forcément des conditions de préparation différentes. La mise en œuvre de cette réforme est tout simplement catastrophique, l'organisation est déplorable. Il est d'ailleurs possible que des enseignants refusent de corriger les copies, de rendre les notes ou que certains décident de mettre 20 sur 20 à tout le monde en signe de contestation ».

« Bloquer est inadmissible »

BENOÎT DELAUNAY
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE TOULOUSE



Photo DDM

« Valoriser le travail régulier des élèves ». Benoît Delaunay, recteur de l'académie de Toulouse en est convaincu, c'est « l'objectif principal ». Pour lui, les épreuves de contrôle continu, lancées hier dans l'académie, vont dans le bon sens. « C'était demandé, attendu depuis longtemps et par beaucoup de monde », insiste-t-il. Alors que certains enseignants pointent des inégalités concernant l'organisation, Benoît Delaunay assure que pour la trentaine d'établissements de la région, le coup d'envoi des épreuves « s'est très bien passé ». « Nous étudions la situation concernant ce qui s'est déroulé au sein de l'établissement Antoine Bourdelle à Montauban. La grève est un droit, bloquer des épreuves est inadmissible. Concernant, la menace de ne pas rendre les notes, nous serons très attentifs à cela. Rappelons que la correction de copies est une obligation de service ». Concernant le choix des sujets pour ces épreuves anticipées du baccalauréat, « les enseignants ont à disposition une banque de sujets très vaste et c'est ensuite l'équipe pédagogique qui fait le choix en fonction du niveau des élèves et de l'avancée du programme ».

Du point de vue de l'organisation, « il n'existe aucune obligation de mettre en place des salles spéciales, les épreuves se déroulent comme en condition habituelle ». « Il faut tout de même rappeler que ces épreuves de contrôle continu ne comptent que pour 1,67 % par matière de la note concernant l'obtention du diplôme final. Il est logique que la nouveauté puisse effrayer, tout changement peut créer des inquiétudes mais l'intérêt final est la réussite des élèves et surtout limiter l'échec de ces derniers dans l'enseignement supérieur ».

« Il est logique que la nouveauté puisse effrayer, tout changement peut créer des inquiétudes mais l'intérêt final est la réussite des élèves ».

A.M.

À MONTAUBAN, LES ÉPREUVES REPORTÉES AU LYCÉE ANTOINE-BOURDELLE

ZOOM



BOURDELLE

ANTOINE-BOURDELLE

Des élèves qui escaladent les grilles pour s'infiltrer dans les salles d'examen, des fumigènes dans les couloirs et des alarmes incendies à tout va, voilà la joyeuse pagaille qui a rythmé la journée d'hier au lycée Antoine Bourdelle de Montauban. « On n'a jamais vu ça », indiquait, désespérée, une responsable de la vie scolaire qui jonglait fébrilement entre son talkie-walkie et les alarmes incendies de son panneau de contrôle qui se déclenchait un peu partout dans le bâtiment. Lun des plus grands lycées d'Occitanie, qui compte près de 3 000 élèves, a vécu une « journée historique » selon certains, dont l'épilogue a été le report des épreuves des E3C du baccalauréat qui devaient se dérouler hier aujourd'hui et demain.

d'une assemblée générale qui avait réuni plus de 200 élèves.

La peur du zéro

« On avait très peur du zéro, confie Clémentine, élève de première, on en a beaucoup discuté ». À l'aide des réseaux sociaux, ces derniers s'organisent avec l'appui à peine dissimulé des professeurs de leurs établissements. Sabrina, professeure de mathématiques les défend : « Par manque d'heures, certaines classes n'ont pas assez de contenu pour passer ces épreuves ». Au lycée Bourdelle, la totalité des professeurs qui devaient faire passer les E3C d'histoire et géographie, mathématique et langues vivantes, soit 70 enseignants, sont en grève.

grilles du lycée à coups de cafés chauds, de banderoles, de sonnettes et de chorégraphies pour se réchauffer. Voyant les épreuves de 8 h 30 débuter, certains élèves n'ont pas hésité à escalader les grilles du lycée pour empêcher leur tenue. Une certaine se sont introduit, mégaphones en main, dans le bâtiment où se déroulaient les épreuves, bloquées un étage en dessous par le personnel du lycée.

Alarmes déclenchées

Pas dégonflés pour autant, des petits malins ont déclenché les alarmes incendies qui ont été mises sous silence. De quoi donner des cheveux blancs à un responsable de la sécurité : « Il y en a partout, dans tous les couloirs, s'étrangle-t-il, à ce stade, je ne pourrais même garantir la sécurité dans les couloirs », expliquait Pierre Roques, directeur académique des services de l'éducation nationale. Pour les élèves et les professeurs, c'est une grande victoire, « du jamais vu ». Mais pour eux, le combat continue. Une élève prévenait : « Nous irons, dès la semaine prochaine, au lycée Michel et voisin prêter main-forte à nos camarades ».